

Art. 3. Afin d'arrêter les conditions spécifiques régissant le remboursement de ce montant, le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille est habilité à conclure des conventions distinctes avec chacun des pouvoirs visés à l'article 1er.

Ces conventions comprendront :

- 1° une description de l'objectif du ou des projets admis à la subvention, avec mention des objectifs concrets;
- 2° le cadre organique qui sera éventuellement pris en compte pour l'exécution du projet, avec mention des échelles de traitements et de la masse salariale maximales à octroyer;
- 3° les associations privées avec lesquelles, le cas échéant, des conventions doivent être passées, avec mention des frais à imputer pour l'exécution de ladite convention;
- 4° la date limite à laquelle le projet doit démarrer et la durée du projet;
- 5° les obligations éventuelles en matière d'enquête de rapports et autres;
- 6° l'engagement éventuel de participer à l'encadrement prévu pour le projet;
- 7° l'engagement de respecter les règles et obligations prévues aux articles 4 et 5.

Art. 4. La subvention visée à l'article 1er n'est octroyée que moyennant le respect des règles suivantes :

- 1° les critères prévus par les circulaires du 14 juillet et du 2 octobre 1989 concernant des projets en faveur des groupes économiquement faibles;
- 2° les communes et/ou C.P.A.S. ne peuvent bénéficier pour leurs projets de subventions supérieures au montant prévu en annexe;
- 3° les subventions ne peuvent dépasser 95 % du coût total des projets;
- 4° les subventions-traitements pour les membres du personnel recrutés par les communes et/ou les C.P.A.S. pour la réalisation des projets et les subventions-traitements pour les membres du personnel des institutions privées avec lesquelles les communes et/ou les C.P.A.S. ont passé des conventions pour la réalisation des projets, ne peuvent excéder les échelles de traitement des fonctions et grades correspondants du Ministère de la Communauté flamande;
- 5° les projets ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un subventionnement double, sur base ou non d'un autre régime de subventionnement.

Art. 5. Sans préjudice des dispositions relatives au contrôle administratif des budgets et comptes des communes et/ou des C.P.A.S., ceux-ci sont tenus de communiquer, sur place ou par correspondance toutes les pièces de justification afférentes à l'emploi des subventions et d'admettre le contrôle de l'affectation des fonds octroyés.

Art. 6. Dès que le Ministre communautaire compétent a approuvé la convention prévue à l'article 2, des avances trimestrielles peuvent être accordées à concurrence de 22,5 p.c. de la subvention annuelle.

Le solde est liquidé à l'issue de chaque 4e trimestre, après la date de démarrage du projet et à l'expiration de la convention, après contrôle et approbation du décompte final et du rapport d'évaluation et à la condition qu'il soit soumis pour avis à l'Inspection des Finances.

Art. 7. Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 décembre 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille,

J. LENSENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 849

29 NOVEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon réglant les mesures d'exécution du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980 et 16 janvier 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 septembre 1989 réglant les mesures d'exécution du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de compléter au plus tôt la liste des actes à transmettre à l'autorité de tutelle, le décret du 20 juillet 1989 étant actuellement d'application;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

Article 1er. Doivent être transmis à la députation permanente, dans les quinze jours de leur adoption et accompagnés d'un dossier justificatif, les actes des communes relatifs aux objets suivants :

- les actes soumis à approbation en vertu du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;
- les jetons de présence accordés aux membres du conseil communal;
- la fixation des pensions des membres du collège des bourgmestre et échevins;
- le mode de passation et les conditions des marchés publics de travaux, de fournitures et de services lorsque la valeur globale du marché excède 5 000 000 F;
- les dons et les legs, s'ils impliquent des obligations pour la commune;
- les acquisitions immobilières;
- les aliénations immobilières de gré à gré;
- tous les baux relatifs à des immeubles dont la durée est supérieure à neuf ans;
- les constitutions de droit réel ou d'une sûreté réelle sur un immeuble au bénéfice de la commune ou d'un tiers;
- les conventions relatives à l'exploitation d'installations communales;
- les règlements relatifs aux impositions communales;
- les décisions de constituer ou de participer à une association ou société de droit public ou de droit privé autre qu'intercommunale susceptibles d'engager les finances communales;
- les actes portant constitution de réserves de recrutement ainsi que les nominations et promotions de tout membre du personnel communal;
- la fixation des traitements, des indemnités, des allocations et des pensions de tout membre du personnel communal;
- les décisions de révocation des membres du personnel communal;
- toute décision entraînant une dépense urgente non inscrite au budget.

Art. 2. Pour l'application de l'article 14 du décret, les décisions par lesquelles le collège des bourgmestre et échevins attribue des marchés de travaux, de fournitures et de services d'un montant inférieur à 5 000 000 F, sont réputées transmises à la députation permanente et reçues par celle-ci le jour de la décision.

Art. 3. Doivent être transmis au Ministre de la Région wallonne ayant les pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les quinze jours de leur adoption et accompagnés d'un dossier justificatif, les actes des provinces relatifs aux objets suivants :

- les actes soumis à approbation en vertu du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;
- les règlements relatifs aux impositions provinciales;
- les décisions de constituer ou de participer à une association ou société de droit public ou de droit privé autre qu'intercommunale susceptibles d'engager les finances provinciales;
- les acquisitions immobilières;
- les aliénations immobilières de gré à gré;
- tous les baux relatifs à des immeubles dont la durée est supérieure à neuf ans;
- les constitutions de droit réel ou d'une sûreté réelle sur un immeuble au bénéfice de la province ou d'un tiers;
- les décisions de révocation des membres du personnel provincial.

Art. 4. Doivent être transmis, dans les quinze jours, au Ministre de la Région wallonne ayant les pouvoirs locaux dans ses attributions, les procès-verbaux approuvés des séances de tous les organes de l'intercommunale.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'arrêté du 28 septembre 1989 réglant les mesures d'exécution du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne est abrogé.

Art. 6. Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 novembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 849

29. NOVEMBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung der Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980 und vom 16. Januar 1989;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. September 1989 zur Regelung der Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Liste der Akte, die der Aufsichtsbehörde zu übermitteln sind, so früh wie möglich ergänzt werden muß, da das Dekret vom 20. Juli 1989 jetzt Anwendung findet;

Auf Vorschlag des Ministers der Lokalen Behörden, der Bezugsarbeiten und des Wassers,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Akte der Gemeinden in bezug auf nachstehende Gegenstände müssen innerhalb fünfzehn Tagen nach ihrer Annahme zusammen mit Rechtfertigungsunterlagen dem ständigen Ausschuss übermittelt werden :

— die Akte, die aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region genehmigt werden müssen;

— die Anwesenheitsgelder, die den Mitgliedern des Gemeinderates gewährt werden;

— die Festlegung der Pensionen der Mitglieder des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums;

— die Art der Vergabe der öffentlichen Aufträge über Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen und die Bedingungen in bezug auf diese Aufträge, wenn der Gesamtwert des Auftrags über 5 000 000 BF liegt;

— die Schenkungen und Vermächtnisse, die Verpflichtungen für die Gemeinden mit sich bringen;

— die Anschaffungen unbeweglicher Güter;

— die freihändigen Veräußerungen unbeweglicher Güter;

— alle Mietverträge in bezug auf die unbeweglichen Güter, deren Dauer neun Jahre übersteigt;

— die Bestellung eines dinglichen Rechts oder einer dinglichen Sicherheit in bezug auf eine unbewegliche Sache zugunsten der Gemeinde oder einer Drittperson;

— die Vereinbarungen über die Betreuung kommunaler Anlagen;

— die Ordnungen über die Gemeindesteuern;

— die Beschlüsse zur Gründung bzw. zur Teilnahme an einer anderen öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Vereinigung oder Gesellschaft als der Interkommunale, mit denen die Gemeindefinanzen in Anspruch genommen werden können;

— die Akte zur Bildung einer Reserve für spätere Einstellungen sowie die Ernennungen und Beförderungen sämtlicher Mitglieder des Gemeindepersonals;

— die Beschlüsse zur Absetzung der Mitglieder des Gemeindepersonals;

— jeglicher Beschluß, der eine dringende Ausgabe mit sich bringt, die nicht im Haushaltsplan eingetragen ist.

Art. 2. Zur Anwendung von Artikel 14 des Dekrets wird angenommen, daß die Beschlüsse, mit denen das Bürgermeister- und Schöffenkollegium Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen für einen Betrag von weniger als 5 000 000 BF vergibt, dem ständigen Ausschuss übermittelt werden sind und am Tag der Beschlußfassung bei ihm eingegangen sind.

Art. 3. Die Akte der Provinzen in bezug auf nachstehende Gegenstände innerhalb fünfzehn Tagen nach ihrer Annahme zusammen mit Rechtfertigungsunterlagen dem Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören, übermittelt werden :

— die Akte, die aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region genehmigt werden müssen;

— die Ordnungen über die provinziellen Steuern;

— die Beschlüsse zur Gründung bzw. zur Teilnahme an einer anderen öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Vereinigung oder Gesellschaft als der Interkommunale, mit denen die Finanzen der Provinz in Anspruch genommen werden können;

— die Anschaffungen unbeweglicher Güter;

— die freihändigen Veräußerungen unbeweglicher Güter;

— alle Mietverträge in bezug auf die unbeweglichen Güter, deren Dauer neun Jahre übersteigt;

— die Bestellung eines dinglichen Rechts oder einer dinglichen Sicherheit in bezug auf eine unbewegliche Sache zugunsten der Provinz oder einer Drittperson;

— die Beschlüsse zur Absetzung der Mitglieder des Personals der Provinzen.

Art. 4. Die genehmigten Protokolle der Sitzungen aller Organe der Interkommunale müssen innerhalb fünfzehn Tagen dem Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören, übermittelt werden.

Art. 5. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Der Erlaß vom 28. September 1989 zur Regelung der Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 6. Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. November 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N 90 — 849

29 NOVEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot regeling van de uitvoeringsmaatregelen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, provincies en intercommunales van het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en de intercommunales van het Waalse Gewest;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 16 januari 1989;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 september 1989 tot regeling van de uitvoeringsmaatregelen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en de intercommunales van het Waalse Gewest;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is, nu het decreet van 20 juli 1989 uitwerking heeft, onverwijld de lijst van de aan de toezichthoudende overheid over te maken akten aan te vullen;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

Artikel 1. De akten van de gemeenten met betrekking tot de hierna vermelde onderwerpen dienen binnen vijftien dagen na hun goedkeuring en met de verantwoordingsstukken te worden overgemaakt aan de bestendige deputatie :

— de krachtens het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en de intercommunales van het Waalse Gewest ter goedkeuring voorgelegde akten;

— het aan de leden van de gemeenteraad toegekende presentiegeld;

— de vaststelling van de pensioenen van de leden van het college van burgemeester en schepenen;

— de wijze waarop overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund en de voorwaarden waaraan het gunnen wordt onderworpen wanneer de totale waarde van die opdracht 5 000 000 F overtreft;

— de schenkingen en legaten wanneer zij verplichtingen voor de gemeente voortbrengen;

— de aankopen van onroerende goederen;

— de onderhandse vervreemdingen van onroerende goederen;

— alle huurovereenkomsten betreffende onroerende goederen waarvan de duur langer is dan negen jaar;

— de stelling van zakelijke rechten of van een zakelijke waarborg op een gebouw ten gunste van de gemeenten of van een derde;

— de overeenkomsten betreffende de exploitatie van gemeentebouwen;

— de regelingen met betrekking tot de gemeentebelastingen;

— de beslissing tot oprichting van en tot deelneming aan een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of maatschappij ander dan intercommunales die de gemeentefinanciën zouden kunnen verbinden;

— de akten houdende oprichting van wervingsreserves alsmede de benoemingen en promoties van alle leden van het gemeentepersoneel;

— de vaststelling van de wedden, vergoedingen, toelagen en pensioenen van alle leden van het gemeentepersoneel;

— de beslissingen inzake afzetting van de leden van het gemeentepersoneel;

— elke beslissing die een in de begroting niet opgenomen dringende uitgave ten gevolge heeft.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 14 van het decreet worden de beslissingen waarbij het college van burgemeester en schepenen opdrachten gunt voor de aanneming van werken, leveringen en diensten voor een bedrag dat kleiner is dan 5 000 000 F beschouwd als aan de bestendige deputatie overgemaakt en door haar ontvangen op de dag van de beslissing.

Art. 3. De akten van de provincies met betrekking tot de hierna vermelde onderwerpen dienen binnen vijftien dagen na hun goedkeuring en met de verantwoordingsstukken te worden overgemaakt aan de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de lokale besturen behoren :

- de krachtens het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en de intercommunales van het Waalse Gewest ter goedkeuring voorgelegde akten;
- de regelingen met betrekking tot de provinciebelastingen;
- de beslissing tot oprichting van en tot deelneming aan een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of maatschappij ander dan intercommunales die de provinciefinanciën zouden kunnen verbinden;
- het aankopen van onroerende goederen;
- de odnerhandse vervreemdingen van onroerende goederen;
- alle huurovereenkomsten betreffende onroerende goederen waarvan de duur langer is dan negen jaar;
- de stelling van zakelijke rechten of van een zakelijke waarborg op een gebouw ten gunste van de provincie of van een derde;
- de beslissingen inzake afzetting van de leden van het gemeentepersoneel.

Art. 4. De goedgekeurde processen-verbaal van de zittingen van alle organen van de intercommunale moeten binnen vijftien dagen aan de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de lokalen besturen behoren worden overgemaakt.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Het besluit van 28 september 1989 tot regeling van de uitvoeringsmaatregelen van het decreet van 20 juli 1989 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, provincies en op de intercommunales in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 6. De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 november 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 23 maart 1990 zijn Mevr. Decoene, J. en de heer Matthys, D., advocaten te Gent, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Bij ministerieel besluit van 29 maart 1990 is opdracht gegeven aan de heer De Valkeneer, Chr., substituut-krijgsauditeur, om het ambt van openbaar ministerie waar te nemen bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, voor een termijn van één jaar met ingang van 6 april 1990.

Notariaat

Bij koninklijke besluiten van 23 maart 1990 :

- is aan de heer Halfants, J., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Lubbeek.
- Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren;
- is de heer Halfants, J., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat te Lubbeek, benoemd tot notaris ter standplaats Lubbeek.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

Burgemeester. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 28 maart 1990 wordt de heer Ghislain de Schaetzen benoemd tot burgemeester van de stad Tongeren, provincie Limburg, arrondissement Tongeren.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 23 mars 1990 Mme Decoene, J., et M. Matthys, D., avocats à Gand, sont nommés juge suppléant au tribunal de première instance de Gand.

Par arrêté ministériel du 29 mars 1990 la délégation de M. De Valkeneer, Chr., substitut de l'auditeur militaire, est délégué pour exercer les fonctions du ministère public au parquet du tribunal de première instance de Bruxelles, pour un terme d'un an à partir du 6 avril 1990.

Notariat

Par arrêtés royaux du 23 mars 1990 :

- est acceptée, à sa demande, la démission de M. Halfants, J., de ses fonctions de notaire à la résidence de Lubbeek.
- Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;
- M. Halfants, J., licencié en droit, licencié en notariat à Lubbeek, est nommé notaire à la résidence de Lubbeek.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Bourgmestre. — Nomination

Par arrêté royal du 28 mars 1990 M. Ghislain de Schaetzen est nommé bourgmestre de la ville de Tongres, province de Limbourg, arrondissement de Tongres.